



SOCIÉTÉ POUR
LES PEUPLES
MENACÉS



Rapport annuel
2019

	3	EDITORIAL
4		
CAMPAGNES & PROJETS		
Moments 2019		
	6	CAMPAGNES & PROJETS
		Brésil
8		
CAMPAGNES & PROJETS		
Chine		
	10	CAMPAGNES & PROJETS
		Or
12		
CAMPAGNES & PROJETS		
Sami Norvège		
	14	CAMPAGNES & PROJETS
		Standing Rock
16–19		
RAPPORT FINANCIER		
Bilan		
Compte d'exploitation		
Rapport d'activité		

Editorial

A partir de décembre 2019, le coronavirus se répand à une vitesse fulgurante dans le monde entier : la pandémie bouleverse la vie de millions de personnes - y compris en Suisse. **Mais nous poursuivons notre travail et la lutte pour les droits humains des minorités et des peuples indigènes, même dans des conditions difficiles.** Et cela est particulièrement important en période de corona : Notamment les Roms, Sinti et Yéniches itinérants en Europe et les communautés indigènes au Brésil sont vulnérables au nouveau virus.

Et aussi les Ouïgour-e-s en Chine sont particulièrement menacé-e-s : Alors que le gouvernement chinois envoie des masques de protection et du personnel infirmier dans le monde entier pour se faire un nom tant que gestionnaire de crise, il maintient jusqu'à trois millions de Ouïgour-e-s dans des camps forcés dans des conditions précaires. Là, une épidémie de virus aurait des effets dévastateurs. En outre, le virus menace de reléguer leurs souffrances aux oubliettes. En novembre 2019, les fuites de documents du gouvernement chinois (China Cables) ont fourni des preuves indubitables de leur suppression. Le représentant ouïgour Dolkun Isa, s'exprimant lors du panel sur les droits humains en Chine à Berne, a constaté: « Ce n'est pas le bon moment pour faire des affaires avec la Chine. » À la page 8, vous pouvez lire comment nous travaillons pour les communautés ouïgoure et tibétaine et pour une politique économique plus juste dans ce pays.

Les dirigeants indigènes du Brésil ont demandé que des mesures soient prises pour protéger les populations indigènes contre le coronavirus. Le président Bolsonaro n'est pas censé le faire : il n'a jamais caché son mépris pour les indigènes. Il veut les forcer à s'assimiler, il veut exploiter l'Amazonie et abolir les territoires indigènes. Le taux d'assassinat des indigènes a fortement augmenté sous Bolsonaro, et l'été dernier, la destruction des forêts s'est poursuivie à un rythme jamais vu depuis des années. En novembre, la SPM a officiellement lancé la nouvelle campagne « Ne touchez pas à l'Amazonie » pour soutenir les peuples indigènes du Brésil dans leur lutte pour plus de droits. Pour en savoir plus, voir page 6.

La SPM, c'est vous aussi ! Par votre adhésion et/ou votre don, vous devenez membre du mouvement pour la justice pour les minorités et les communautés indigènes. Merci beaucoup pour votre engagement !



Christoph Wiedmer
Co-directeur



Lisa Mazzone
Présidente



IMPRESSUM

Éditrice : Société pour les peuples menacés Suisse

Birkenweg 61, CH-3013 Berne, 031 939 00 00, info@gfbv.ch, www.gfbv.ch

Compte pour les dons : Berner Kantonalbank BEKB: IBAN CH05 0079 0016 2531 7232 1

Textes : Corinne Bächtold, Christoph Wiedmer, Irene Gurtner

Mise en page : Tania Brügger Marquez

Rédaction : Corinne Bächtold, Dominique Schärer

Photo couverture : SPM

En 2019, le SPM a accompagné des délégations indigènes, organisé des tables rondes, commencé des manifestations et terminé une campagne. Voici certains de ces moments en images :

 **100% merci!**



Des représentants d'ONG, de l'industrie aurifère et de la science se réunissent sur le podium « La Suisse et l'or » à l'occasion de l'anniversaire du SPM.

 **10'000 de likes sur Facebook**



Dolkun Isa, président du Congrès mondial ouïghour, se rend en Suisse pour une table ronde sur les droits humains en Chine.

 **4 tables rondes**



À Oslo, les communautés côtières et les ONG protestent pour attirer l'attention sur les dimensions sociales de l'accapement des océans.

 **6 pays dans lesquels nous étions actifs**




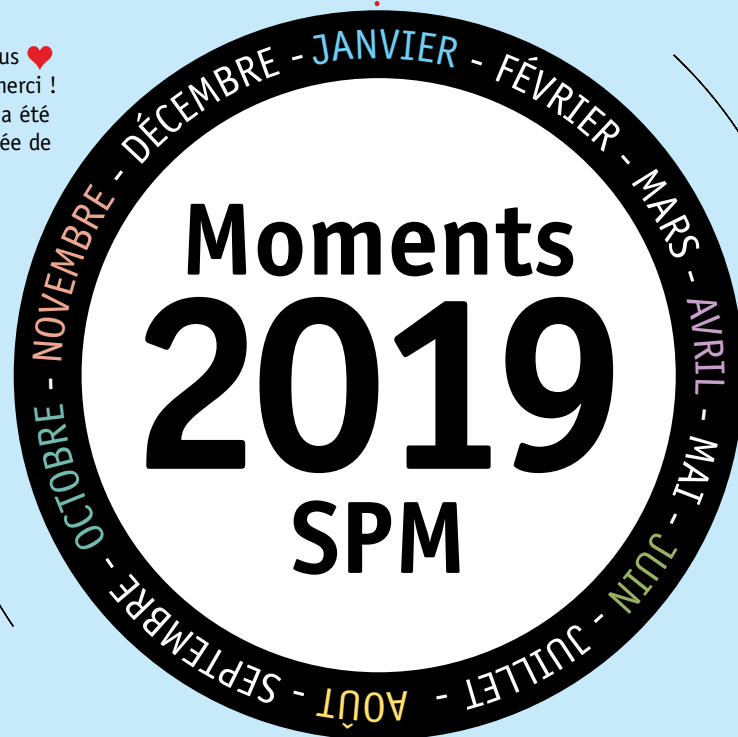
Une délégation samie se défend contre une mine de cuivre dans laquelle le Crédit Suisse est également impliqué.

 **4 projections de films**



La campagne au Sri Lanka est officiellement terminée après six ans ! Un large mouvement continue à se battre sur le terrain.

Nous vous  disons merci ! L'année a été couronnée de succès



 **8 campagnes actives**

 **7 Succès**

Nous sommes en mouvement toute l'année



Des Roms suisses commentent le « Z-mot », qui est encore largement utilisé dans le langage courant.

3 délégations indigènes 

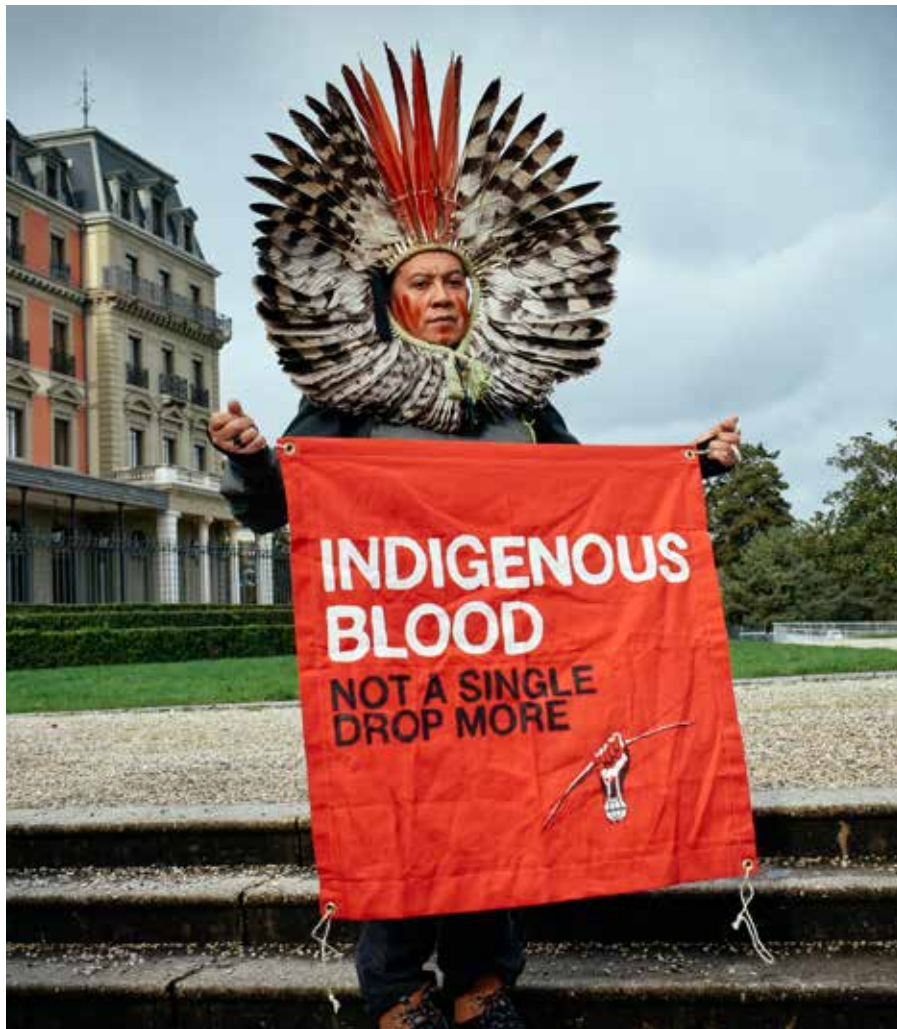


La SPM participe à la plus grande mobilisation indigène au Brésil - l'Acampamento Terra livre.

21 communiqués de presse 

Brésil : « Ne touchez pas à l'Amazonie! »

« Ne touchez pas à l'Amazonie ! » est la nouvelle campagne de la SPM. La SPM s'engage avec des communautés autochtones du Brésil pour la défense des droits humains et soutient les habitant-e-s de la forêt amazonienne qui luttent pour protéger leur habitat.



Kreta Kaingang, leader indigène du sud du Brésil, devant l'ONU à Genève. PHOTO : SPM

ACTIVITÉS

« Sang autochtone: pas une goutte de plus! » C'est le message des membres de la délégation autochtone du Brésil, en novembre, à l'occasion de leur déplacement en Europe. La SPM leur a apporté son soutien en organisant des échanges avec des responsables du monde politique et économique, une manifestation et une conférence de presse. Par ce biais, la délégation a dénoncé le projet d'accord de libre-échange entre la Suisse (membre de l'AELE) et le Brésil (membre du Mercosur). La SPM exige que la protection des droits humains et de l'environnement soient inscrites dans le texte de l'accord. Elle soutient également les communautés autochtones dans la forêt amazonienne dans l'organisation de réunions annuelles et dans le travail de démarcation de leurs territoires, et un projet de cacao. La démarcation est une condition essentielle dans le processus de reconnaissance de leurs terres comme territoires autochtones et permet ainsi de préserver la forêt amazonienne.

SUCCÈS

La délégation a pu échanger directement avec des représentant-e-s d'organisations commerciales ainsi que du Parlement en Suisse. Les revendications des autochtones ont été relayées par de nombreux médias. En outre, la SPM a organisé avec succès une première collecte de fonds en faveur de la communauté des Tupinambas. Les fonds récoltés leur permettront de poursuivre le travail de démarcation entamé.

PERSPECTIVES

La SPM va continuer d'observer avec attention l'accord de libre-échange avec les Etats du Mercosur. D'autres projets de démarcation sont prévus et la SPM continuera d'apporter son soutien à la communauté des Yanomami dans leur projet de culture du cacao. Celui-ci permet d'offrir aux jeunes de la communauté une alternative à l'activité d'extraction d'or illégal. Nous continuerons également de soutenir l'action politique des autochtones, notamment leur droit de parole lors de l'élaboration de projets économiques.

« Nous revendiquons le droit de vivre. »

*Nara Baré, coordinatrice de la COIAB,
Coordination des organisations indigènes de l'Amazonie brésilienne*

Janvier 2019 -----> Avril 2019 -----> Été 2019 -----> Novembre 2019 -----> 7 novembre 2019 -----> Nov. et déc. 2019

Janvier 2019
Jair Bolsonaro accède à la présidence de la république du Brésil. Depuis, la situation des autochtones n'a cessé de se détériorer. La violence augmente.

Avril 2019
Des milliers d'autochtones de tout le Brésil se rassemblent à Brasilia pour protester contre la restriction de leurs droits par le nouveau gouvernement. La SPM est également de la partie.

Été 2019
Une grande partie de la forêt amazonienne brûle. Les incendies n'ont jamais été aussi nombreux depuis des décennies. Le recours au brûlis permet aux paysans de gagner des terrains pour l'élevage de bétail et le soja.

Novembre 2019
Une délégation de l'organisation autochtone Articulação dos Povos Indígenas do Brasil (Apib) voyage à travers l'Europe afin de sensibiliser l'opinion à la situation désastreuse à laquelle les autochtones sont confronté-e-s.

7 novembre 2019
La SPM lance officiellement sa campagne en faveur des communautés autochtones de la forêt amazonienne brésilienne.

Nov. et déc. 2019
Une collecte de fonds organisée en faveur de la communauté autochtone des Tupinambas a permis de récolter près de 8000 francs.

Chine : des minorités opprimées avec une brutalité croissante

Des documents divulgués, provenant du gouvernement chinois, viennent confirmer ce que l'on craignait depuis longtemps : entre un et trois millions d'Ouïghour-e-s sont retenu-e-s dans des camps d'internement au Turkestan oriental (province chinoise du Xinjiang).



Dolkun Isa, le président du Congrès mondial ouïghour, à la table ronde é Berne. PHOTO : SPM

ACTIVITÉS

En novembre 2019, les violations des droits humains commis par le gouvernement chinois à l'encontre des ouïghour-e-s ont été mis au grand jour : les China Cables ont prouvé l'existence des camps d'internement au Turkestan oriental et la surveillance omniprésente dont la communauté fait l'objet dans la région. Et pourtant, le Conseil fédéral entend maintenir l'accord de libre-échange signé avec la Chine. Des communautés en exil aussi ressentent l'influence grandissante de la Chine. Dans le cadre de sa campagne avec la communauté tibétaine en Suisse déjà, la SPM avait mis en avant l'existence d'une surveillance de la part de la Chine sur le territoire national. Avec d'autres organisations, elle a demandé la renégociation de l'accord de libre-échange et a organisé, avec ses partenaires tibétains et ouïghours, une manifestation silencieuse et une table ronde afin de sensibiliser l'opinion à cette question.

SUCCÈS

A l'occasion de la table ronde, la SPM a accueilli à Berne le président du Congrès mondial ouïghour, Dolkun Isa, et l'a accompagné lors d'un entretien avec le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Plusieurs médias ont profité de l'occasion pour l'interviewer. La petite communauté ouïghoure en Suisse a participé activement à la marche silencieuse et a tissé des liens avec la communauté tibétaine. Par ailleurs, le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) a annoncé à convier des acteurs du secteur privé pour échanger sur la question des droits humains en Chine.

PERSPECTIVES

La SPM poursuit ses investigations pour déterminer le degré d'implication des entreprises suisses au Turkestan oriental et souhaite pousser les entreprises concernées à respecter leur devoir de diligence en matière de droits humains. La SPM va également de suivre l'évolution des relations politiques de la Confédération avec la Chine.

« Le gouvernement chinois a le bras long. »

Dolkun Isa, président du Congrès mondial ouïghour

Depuis 2014 -----> Juillet 2014 -----> Depuis 2017 -----> Mars 2018 -----> Septembre 2018 -----> Novembre 2019

Début de la campagne « anti-terroriste » du gouvernement chinois dans la province du Xinjiang.

Entrée en vigueur de l'accord de libre-échange entre la Chine et la Suisse.

Premiers rapports sur les camps d'internement dans lesquels les Ouïghour-e-s subissent des actes d'assimilation forcée.

Rapport de la SPM sur l'influence grandissante de la Chine en Suisse.

Avec d'autres organisations, la SPM lance une pétition pour demander davantage de protection à l'égard de la communauté tibétaine en exil en Suisse.

Le New York Times publie les « China Cables » : 403 pages de documents divulgués, provenant du gouvernement chinois. Ces documents prouvent que les camps d'internement sont bien loin d'être des « centres de formation » et laissent à penser que les personnes en exil font également l'objet de surveillance.

Pérou/Suisse : No Dirty Gold !

La question de l'or sale a constitué, cette année encore, un sujet majeur. S'il ne fait aucun doute que le commerce aurifère doit prendre des mesures, les raffineries peinent à exclure l'or sale de leurs activités.



Des mineurs en route pour le travail. La Rinconada, Pérou. PHOTO : Maria Eugenia Robles Mengoa

ACTIVITÉS

Dans le commerce de l'or, la transparence est nécessaire pour garantir des méthodes d'extraction plus durables. En janvier 2019, l'Administration fédérale des douanes a satisfait la demande de la SPM en prescrivant la publication de l'origine d'or importé par les quatre plus grandes raffineries du pays qui ont immédiatement déposé un recours, auprès du Tribunal administratif fédéral. La décision du Tribunal n'est pas encore tombée. A l'occasion du 30e anniversaire de la SPM, des représentant-e-s du secteur, des ONG et des scientifiques se sont retrouvé-e-s autour d'une même table pour débattre de la question de l'or.

SUCCÈS

Le Ministère public péruvien soupçonne la société d'exportation Minerales del Sur, ancien fournisseur de Metalor, de blanchiment d'argent et d'extraction d'or illégale. La SPM avait à plusieurs reprises attiré l'attention de Metalor sur les dysfonctionnements de ce fournisseur, sans succès. Jusqu'à l'été dernier, quand Metalor a annoncé la fin de ses relations commerciales avec les petites exploitations minières. Pour la SPM, c'est que d'une solution à court terme. Sur le long terme, il faut améliorer les conditions dans d'extraction des petites mines artisanales qui en Pérou font vivre un grand nombre des personnes. Pendant des décennies, Metalor a acheté de l'or extrait dans des conditions précaires et doit aujourd'hui assumer ses responsabilités.

PERSPECTIVES

Jusqu'à présent, les raffineries ne sont pas tenues de communiquer sur l'origine de l'or importé. La SPM continuera à suivre la question de l'accès aux données statistiques des autorités douanières avec attention, car la transparence est une condition essentielle à l'instauration de conditions plus justes.

« S'il est essentiel de s'attaquer aux méthodes d'extraction destructrices, il faut également trouver des sources de revenus alternatives. »

Alfredo Vargas Pio, maire de San Jacinto, Pérou

2012 -----> 2012 à 2018 -----> Avril 2018 -----> Janvier 2019 -----> Mars 2019 -----> Juin 2019 -----> Décembre 2019

Premier rapport de la SPM pointant du doigt les dysfonctionnements dans le commerce aurifère.

La SPM publie plusieurs rapports et organise des actions sur le thème de l'or sale, avec un grosplan sur le Pérou.

Confiscation au Pérou de près de 100 kilos d'or appartenant à la société d'exportation Minerales del Sur. L'or était destiné à Metalor.

L'Administration fédérale des douanes (AFD) satisfait la demande de la SPM en prescrivant la publication de l'origine d'or importé par les quatre plus grandes raffineries du pays.

L'émission télévisée « Rundschau » informe sur la décision du Ministère public péruvien d'ouvrir un dossier contre un fournisseur principal de Metalor pour suspicion de commerce d'or illégal et de blanchiment d'argent.

Metalor annonce la fin de ses relations commerciales avec les petites exploitations minières.

Les autorités suisses invitent des acteurs nationaux et internationaux du commerce aurifère à une conférence sur l'or, afin de discuter de la situation et de trouver des solutions. Le sujet est porté devant les plus hautes instances – finalement !

Norvège : les entreprises suisses portent atteinte aux droits des Sami-e-s

Le peuple sami est la seule communauté autochtone reconnue en Europe. L'élevage de rennes est un élément central de leur culture. En Norvège, deux gros projets économiques menacent aujourd'hui le mode de vie et la culture samie. Des projets dans lesquels des entreprises suisses sont également impliquées.



Aiti Keskitalo est présidente du Parlement Sami de Norvège. PHOTO : SPM

ACTIVITÉS

Un territoire d'élevage perdu, un fjord empoisonné : le projet d'implantation de deux mines de cuivre du groupe Nussir ASA porte atteinte aux droits de la communauté samie de Norvège et menace leur mode de vie traditionnel. L'avenir des terres utilisées par les Sami-e-s comme pâturages et comme site de mise bas pour leurs troupeaux de rennes est en jeu. Des investigations menées par la SPM ont montré que la banque suisse Credit Suisse (CS) porte une part de responsabilité : en sa qualité d'actionnaire désigné, celle-ci gère des actions de Nussir ASA.

SUCCÈS

La SPM a accompagné une délégation samie en Suisse. Les membres de la délégation ont pu s'entretenir directement avec le CS à qui ils ont demandé de suspendre ses activités auprès de Nussir ASA jusqu'à ce qu'une solution à l'amiable soit trouvée. La visite a rencontré un très large écho : suite à la pression médiatique, le client responsable pour lequel le CS est actionnaire, est sorti de son silence. Les Sami-e-s peuvent désormais négocier directement avec lui.

PERSPECTIVES

Le SPM veillera à ce que les entreprises suisses respectent les droits des autochtones, non seulement lors de financement de projets mais également lorsqu'elles financent des entreprises ou qu'elles sont impliquées dans l'activité liée à la vente et au négoce d'actions. Dans la région de Storheia, sur la presqu'île de Fosen, un projet éolien financé par les Forces motrices bernoises BKW a été mis en œuvre, et ce malgré une plainte toujours en cours déposée par les Sami-e-s. En début d'année, la SPM a déposé plainte contre les BKW auprès du Point de contact national pour les Principes directeurs de l'OCDE sur les multinationales.

« Nos enfants et les générations futures doivent pouvoir continuer à élever des rennes et à vivre selon notre culture. »

Mikkel Sara, éleveur de rennes

Décembre 2018

A travers une brève campagne, la SPM apporte son soutien aux Sami-e-s dans leur opposition au projet de construction d'un parc éolien à Storheia, dans l'ouest de la Norvège.

Décembre 2018

A Berne, une délégation samie demande aux entreprises suisses impliquées de reconsidérer leurs investissements dans un projet d'énergie éolienne.

Mars 2019

Les Sami-e-s déposent plainte contre le projet de construction des deux mines de cuivre dans le nord de la Norvège. Ils dénoncent une consultation insuffisante de leurs communautés.

Août 2019

A Zurich, une délégation samie du nord de la Norvège demande au Credit Suisse de prendre ses distances avec le groupe minier impliqué dans le projet. Des Sami-e-s directement concernés s'entretiennent avec l'investisseur suisse.

Novembre 2019

Le gouvernement norvégien rejette la plainte déposée contre l'exploitation des deux mines de cuivre dans le nord du pays. La pression publique sur les futurs exploitants de la mine s'accroît.

Etats-Unis : les autochtones de Standing Rock poursuivent leur combat

Le conflit autour de Standing Rock et du projet controversé de construction de l'oléoduc Dakota Access Pipeline sur le territoire des Sioux est loin d'être réglé. Mais l'engagement de la SPM a abouti un succès partiel dans la procédure de conciliation avec le Credit Suisse (CS).



Michelle Cook, avocate spécialisée dans les droits humains. PHOTO : SPM

ACTIVITÉS

En 2016, aux Etats-Unis, des autochtones et des militant-e-s de l'environnement ont manifesté pendant des mois contre la construction de l'oléoduc Dakota Access Pipeline (DAPL) à Standing Rock, dénonçant une violation des droits du peuple sioux. La banque suisse CS était indirectement impliquée dans le financement de ce projet. La SPM avait alors décidé de déposer plainte auprès du Point de contact national (PCN) dont le rôle est d'encourager le respect des Principes directeurs de l'OCDE par les entreprises multinationales. Une procédure de conciliation avait alors été entamée entre la banque et la SPM et s'est achevée en 2019.

SUCCÈS

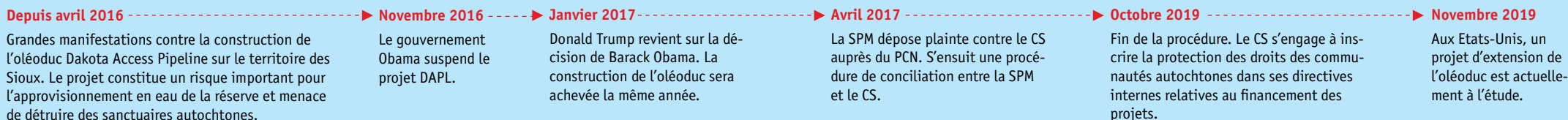
Dans le cadre de la procédure de conciliation, le CS s'est engagé à inscrire le principe de « consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) » de l'ONU dans ses directives internes, spécifiques aux secteurs du pétrole et du gaz, de l'exploitation minière, ainsi que de la sylviculture et de l'agriculture, là où les communautés autochtones sont concernées. S'agissant du financement des projets, le CS attendra une preuve que ses clients auront bien respecté les CLPE avant de s'engager.

PERSPECTIVES

Les concessions octroyées par le CS sont une petite victoire. La SPM suivra attentivement la mise en œuvre des nouvelles directives et attend que celles-ci soient étendues à d'autres secteurs d'activité car, pour l'heure, l'élargissement des directives internes du CS se limite au financement des projets. Michelle Cook, avocate américaine pour les droits humains, fait observer que le CS doit aller plus loin et a, à cet effet, déposé une plainte auprès du PCN américain avec d'autres représentant-e-s des droits des autochtones, en janvier 2020.

« On n'en a pas encore fini avec le Credit Suisse. »

Michelle Cook, avocate spécialisée dans les droits humains, Etats-Unis



Rapport financier

La SPM peut à nouveau se féliciter d'une année réussie, y compris sur le plan financier. Les liquidités sont assurées grâce à la base solide du capital propre. Sans le soutien généreux de nos membres, de nos donatrices et donateurs ainsi que de celui de diverses fondations et des institutions, notre travail ne serait pas possible. La SPM tient à remercier ici vivement chacun-e de ces acteurs et actrices. Elle utilise de manière efficace et ciblée les ressources mises à disposition et veille à les gérer de façon économe.

Bilan au 31 décembre 2019

ACTIFS	2019	2018
LIQUIDITÉS	775 865.78	826 053.94
CRÉANCES DE LIVRAISONS ET PRESTATIONS	1 447.60	2 083.95
RÉGULARISATION ACTIF	44 671.05	17 371.10
TOTAL DES ACTIFS CIRCULANTS	821 984.43	845 508.99
IMMOBILITATIONS CORPORELLES MOBILIÈRES	41 734.40	56 184.40
TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS	41 734.40	56 184.40
TOTAL DES ACTIFS	863 718.83	901 693.39

PASSIFS	2019	2018
FONDS ÉTRANGERS À COURT TERME	80 794.75	91 741.20
RÉGULARISATION PASSIF	127 875.01	142 650.40
TOTAL DES FONDS ÉTRANGERS À COURT TERME	208 669.76	234 391.60
CAPITAL DE FONDS	6 173.80	7 300.60
TOTAL DU CAPITAL DE FONDS	6 173.80	7 300.60
CAPITAL DE L'ORGANISATION	660 001.19	651 769.93
RÉSULTAT ANNUEL	-11 125.92	8 231.26
TOTAL DU CAPITAL PROPRE	648 875.27	660 001.19
TOTAL DES PASSIFS	863 718.83	901 693.39

Compte d'exploitation du 1 janvier 2019 à 31 décembre 2019

RECETTES	2019	2018
PRODUIT DES VENTES	561.15	1 134.10
COTISATIONS DES MEMBRES ET DONS	1 651 667.94	1 630 836.65
CONTRIBUTIONS	18 000.00	311 257.29
AUTRES RECETTES	5 058.20	2 535.82
TOTAL DES CHARGES	1 675 287.29	1 945 763.86

CHARGES	2019	2018
CAMPAGNES ET PROJETS	648 409.63	909 836.97
FRAIS DE PERSONNEL	338 604.01	330 844.00
CHARGES ADMINISTRATIVES	108 482.46	99 183.10
CHARGES DE COLLECTE DE FONDS	574 150.80	582 935.55
AMORTISSEMENTS	14 450.00	14 450.00
TOTAL DES CHARGES	1 684 096.90	1 937 249.62
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-8 809.61	8 514.24
RÉSULTAT FINANCIER	-5 007.96	-5 497.60
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 564.85	0.00
RÉSULTAT AVANT MODIFICATION DU CAPITAL DE FONDS	-12 252.72	3 016.64
RÉSULTAT DES FONDS	1 126.80	5 214.62
RÉSULTAT ANNUEL	-11 125.92	8 231.26

Principes comptables généraux

Les comptes de la Société pour les peuples menacés (SPM) sont établis conformément aux recommandations relatives à la présentation des comptes (Swiss GAAP RPC 21), aux RPC fondamentales et au code suisse des obligations. Les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière ainsi que des résultats.

Les comptes annuels 2019 ont été approuvés par le comité le 24 février 2020, en vue de l'assemblée générale.

Les comptes annuels complets avec le rapport d'audit peuvent être commandés auprès de la SPM ou téléchargés sur le site web www.gfbv.ch/fr/a-notre-sujet/rapport-annuel/.

Compte d'exploitation

Les organisations suivantes nous ont soutenus en nous versant des contributions notables :

CONTRIBUTIONS DES ORGANISATIONS	2019	2018
GREEN CROSS PROJEKT WADI		273 293.00
PAROISSE RÉFORMÉE DE SISSACH ROMS ROMA		5 000.00
FÉDÉRATION DES ÉGLISES PROTESTANTES DE SUISSE FEPS TAMIEN		3 750.00
ASSOCIATION D'AMITIÉ SUISSE-TIBET GSTF CAMPAGNE TIBET		5 000.00
VEREIN TIBETER JUGEND IN EUROPA CAMPAGNE TIBET		2 000.00
TIBETER GEMEINSCHAFT IN CH UND FL CAMPAGNE TIBET		5 000.00
TEMPERATIO-STIFTUNG ACCAPAREMENT DES SOLS AU SRI LANKA		6 000.00
GREENPEACE PRÉLÈVEMENTS		3 300.00
EPER EPER SUPPORT TECHNIQUE KOSOVO		4 525.45
STIMMVOLK.CH	4 272.85	3 388.90
TEMPERATIO-STIFTUNG OR	2 000.00	
TEMPERATIO-STIFTUNG AMAZONAS	8 000.00	
GREENPEACE DÉLÉGATION AUTOCHTONE DE L'AMAZONIENNE	8 000.00	

CONTRIBUTIONS DU SECTEUR PUBLIC	2019	2018
PAS DE CONTRIBUTIONS		

Rapport d'activité

La SPM effectue principalement des travaux d'information, de campagnes et de projets, dont la réalisation suppose de pouvoir s'appuyer sur un nombre suffisant de membres et de donateurs/trices. En 2019, la SPM a investi au total CHF 574'150.80 dans la collecte de fonds. La publicité destinée aux membres et donateurs/trices, est une mesure essentielle pour collecter des fonds mais sert également à sensibiliser le grand public, conformément au but de l'organisation. Les nouveaux membres et donateurs/trices sont recruté-e-s avant tout dans la rue, via des stands. Fin 2019, la SPM comptait quelque 17 300 soutiens actifs (année précédente : 14 400). Nous avons par ailleurs reçu des dons ainsi que des contributions de paroisses, de fondations et d'autres organisations pour divers projets spécifiques.

Le comité s'est réuni cinq fois en 2019 et a effectué en tout près de 180 heures de travail non rémunéré pour la SPM.

Comité et bureau de la SPM

Comité : Lisa Mazzone présidente (élue jusqu'en 2020) Göpf Berwerger président suppléant (élu jusqu'en 2021) Sonja Beeli (élue jusqu'en 2019) Theodora Peter (élue jusqu'en 2020) Marianne Helfer (élue jusqu'en 2021) Eva Schmassmann (élue jusqu'en 2021) Nora Refaeil (élue jusqu'en 2020).

Sonja Beeli a démissionné de son poste de membre du comité. Elle a été un membre engagé de notre comité de 2007 à 2019. Nous avons beaucoup apprécié sa contribution et la remercions pour ses nombreuses années d'engagement.

Bureau

Au cours de l'année 2019, 22 collaborateurs/trices fixes ont travaillé pour la SPM, dont 7 stagiaires et un apprenti.

SPM International

La Société pour les peuples menacés Suisse est la section suisse de la Société pour les peuples menacés International. Les activités de la SPM Suisse sont en conformité avec les objectifs de la SPM International. En 2019, aucune cotisation n'a été payée à la SPM International. Cette dernière possède également des sections en Allemagne, en Autriche, dans le Tyrol du sud (Italie), en Bosnie Herzégovine et dans le nord de l'Irak. L'organisation compte par ailleurs des représentant-e-s dans d'autres pays.

Les campagnes et projets sont décrits de manière détaillée dans le rapport annuel.

La SPM remercie tous les membres, les donatrices et donateurs, les fondations et le service public pour leur généreux soutien. Sans eux, notre travail ne serait pas possible – un grand merci ! La SPM remercie également vivement ses collaborateurs/trices et ses stagiaires pour leur fervent engagement en faveur des droits humains !

Unissez-vous aux minorités et aux peuples autochtones

par le biais
d'une ADHÉSION



d'un DON



ou d'un LEGS



Devenez actif - soutenez-nous !

Notre engagement n'est possible que grâce à votre soutien ! Avec votre adhésion, un don ou un legs que vous soutenez les minorités et les peuples indigènes dans la lutte pour leurs droits humains.

Plus d'informations sous :



Merci !